

La Théorie critique est-elle soluble dans l'État d'Israël ?

Vivian Petit

Nous connaissons, en France, une certaine gauche dite anti-impérialiste qui soutient Bachar Al-Assad, pendant que des libertaires participent à l'offensive islamophobe néo-conservatrice, au nom d'une supposée critique de la religion. Après lecture de la traduction de « Société libérée et Israël. Du rapport entre Théorie critique et sionisme »¹ de Stephan Grigat, article paru en 2006 en Allemagne, nous tenions à remercier le blog *Solitudes Intangibles* de nous donner accès au chaînon manquant du *what the fuck* gauchiste en nous faisant connaître l'argumentaire d'un théoricien de la gauche *antideutsch*, qui défend son tropisme pro-israélien en se référant à Marx et à la Théorie Critique. À partir d'une sélection orientée de références aux penseurs de la première École de Francfort et d'une ignorance de l'histoire réelle d'Israël, Grigat associe soutien au sionisme à la défense de la démocratie bourgeoise face au risque fasciste d'un côté et toute forme d'antisémitisme à la réaction antisémite de l'autre.

Ce n'est pas parce que nous prendrions au sérieux Grigat que nous écrivons ce texte, ni parce que nous souhaiterions lui répondre douze ans après l'écriture de son article. Nous ne considérons pas non plus qu'il existerait en France un courant similaire aux *antideutsch* au sein de l'extrême-gauche. Cependant, dans la mesure où les ressorts argumentatifs de ce texte sont en de nombreux points similaires à nombre de discours pro-israéliens en Occident et représentatifs des positions d'une partie de la gauche allemande pro-sioniste méconnue en France, il paraît intéressant d'en observer et démonter les rouages, comme de faire quelques précisions factuelles.

Notons d'abord que le sionisme, les juifs et l'État d'Israël sont amalgamés dans le texte de Grigat, pour aboutir à la conclusion qu'Israël constituerait un refuge pour les victimes de la Shoah et une protection pour les victimes actuelles ou futures de l'antisémitisme, rendant ainsi tous ses opposants complices ou coupables de l'antisémitisme européen... S'il cherchait à faire autre chose qu'oeuvre de propagande, l'auteur aurait probablement nuancé son propos. Ignore-t-il que la colonisation sioniste de la Palestine avait commencé avant le génocide nazi, et que l'établissement d'un foyer national juif en Palestine était envisagé favorablement, selon les mots de la déclaration de Balfour, depuis 1917 ? Que de nombreux juifs exterminés, comme de nombreux juifs ayant résisté au nazisme, n'étaient pas sionistes ? Que les survivants de la Shoah souhaitaient majoritairement, à la fin de la seconde guerre mondiale, se réfugier en Angleterre, en Australie et aux États-Unis, et que l'accueil leur a été refusé ? Tentant d'amalgamer lutte contre l'antisémitisme et défense de l'État d'Israël, Grigat et

¹ Grigat Stephan, « Société libérée et Israël. Du rapport entre Théorie critique et sionisme », [solitudesintangibles.fr](http://solitudesintangibles.fr/societe-liberee-et-israel-du-rapport-entre-theorie-critique-et-sionisme-stephan-grigat/), <http://solitudesintangibles.fr/societe-liberee-et-israel-du-rapport-entre-theorie-critique-et-sionisme-stephan-grigat/>

tous ceux qui développent le même argumentaire feignent par ailleurs d'oublier que la majorité des juifs ne vivent pas en Israël. Par ailleurs, pour qui prend au sérieux la question de la sécurité des juifs, il ne semble pas évident que la politique israélienne ait favorisé la coexistence entre juifs et musulmans dans les pays arabes, ni la paix et l'harmonie au Moyen-Orient, sans oublier, en Europe, les conséquences funestes de la confusion entre juif et défenseur de l'État d'Israël et de sa politique, amalgame commun aux antisémites et à nombre de militants sionistes ...

Dans ce texte comme dans de nombreux discours pro-israéliens, la nazification systématique du mouvement national palestinien et de toute opposition à Israël relève d'un anhistorisme et d'un essentialisme des plus caricaturaux. À l'alliance entre l'extrême-gauche et les *feddayin* contre Israël, Grigat oppose « la solidarité avec les victimes futures », sans nous dire de qui, de quoi, ces personnes seraient victimes par avance. Deux paragraphes plus loin, Grigat mentionne les « visées exterminatrices du mouvement national palestinien » sans préciser d'avantage. A contrario, nous invitons les lecteurs à consulter « *La révolution palestinienne et les Juifs* », un document du Fatah publié en 1969², que de nombreux militants pro-palestiniens ayant connu cette époque ont encore chez eux... En voici les deux premiers paragraphes : « Il y a un an le Mouvement de libération nationale palestinienne, le Fatah, publia officiellement son programme politique, précisant l'objectif final de sa lutte de libération: « Nous combattons aujourd'hui pour créer la nouvelle Palestine de demain, une Palestine progressiste, démocratique et non confessionnelle dans laquelle chrétiens, musulmans et Juifs bénéficieront de la liberté de culte, travailleront et vivront en paix, jouissant de droits égaux » ». Ces déclarations ont depuis été maintes fois répétées par les représentants de l'OLP et de l'Autorité Palestinienne, bien qu'on puisse raisonnablement douter du caractère « démocratique » et « progressiste » de cette dernière... Le développement argumentatif de Grigat s'appuie sur un nombre d'éléments historiques et de faits matériels très limité. Cela lui permet d'associer Israël à l'anticolonialisme et ses opposants arabes à l'Europe antisémite. Grigat mentionne, à propos du positionnement pro-israélien d'Horkheimer, des « développements clairvoyants sur l'alliance potentielle d'une Europe sous influence allemande avec les États arabes désirant l'extermination d'Israël ». En étudiant rétrospectivement l'histoire des alliances économiques et militaires des États européens avec Israël, on peut se demander où était la clairvoyance et quelles furent ces alliances. Remarquons en outre qu'on peut exterminer un peuple, pas un État, et qu'amalgamer opposition à un État et volonté génocidaire est une proposition théorique audacieuse ... Cette rhétorique est aussi absurde que les mentions faites par d'autres défenseurs du sionisme du « droit d'Israël à exister ». Les personnes ont des droits, pas les États.

Rien n'est dit des conditions de l'établissement de l'État d'Israël en Palestine en 1948, de l'expulsion ou de la fuite de plus de 700 000 Palestiniens, laquelle permettrait

2 Fatah, « La révolution palestinienne et les juifs », *etoilerouge.chez-alice.fr*, <http://etoilerouge.chez-alice.fr/palestine/revpalest2.html>

peut-être d'expliquer, autrement que par l'antisémitisme, l'hostilité du mouvement national palestinien et de nombreuses forces politiques arabes au sionisme... Quand l'hostilité de Nasser à Israël est mentionnée, le texte passe sous silence la participation d'Israël à la guerre de 1956 suite à la nationalisation du canal de Suez, engagement israélien qui s'effectuera sur demande de la France, en échange de l'accès à la bombe atomique. La bande de Gaza avait alors été occupée, sans que l'armée israélienne ne puisse la contrôler totalement. Après avoir constaté leur incapacité à occuper la bande de Gaza sur la durée, les généraux israéliens oeuvrèrent à adapter leur stratégie militaire, étudiant notamment les nouvelles stratégies d'occupation d'un territoire densément peuplé d'une population hostile dans les départements universitaires de réflexion sur la théorie militaire récemment créés. En 1967, la Cisjordanie, Gaza, Jérusalem, le Golan et le Sinaï sont ainsi conquis par une armée israélienne bien plus puissante et entraînée que dix ans auparavant. Par ailleurs, la guerre du Kippour de 1973, l'attaque surprise de l'armée israélienne par l'Égypte et la Syrie, elle aussi mentionnée dans l'article et expliquée par des visées exterminatrices, visait en réalité à reprendre le Sinaï (ce qui sera fait suite aux accords de Camp David, sans que cela n'entraîne le génocide des Israéliens ...), et le plateau du Golan (ce qui ne serait pas fait, le statu quo perdurant encore aujourd'hui).

Comme souvent chez les sionistes de gauche, l'opposition d'Israël aux mouvements anticoloniaux est présentée comme réactive, comme la conséquence du soutien des mouvements anticoloniaux aux opposants d'Israël lors de la guerre du Kippour. C'est tenter de faire oublier qu'Israël est un État colonial, soutenu par les États occidentaux, en lien avec différents États massacrant une partie de leurs populations, dont l'industrie comme les universités accordent une priorité à la recherche militaire dont les fruits sont ensuite exportés à l'international. Doit-on parler de l'exportation de l'armement et du savoir faire israélien en terme de contre-insurrection exporté sur les différents continents ? De la formation des polices et armées de dictatures sud-américaines par la France et Israël ? Du soutien d'Israël au gouvernement sud-africain lors de l'apartheid ? Du fait que l'Inde possède plus d'armes israéliennes qu'Israël lui-même ? Ce commerce et ces alliances ont-elles aussi pour but, comme l'affirme Grigat, de défendre les juifs confrontés à l'antisémitisme ?...

Chez ceux qui expliquent la critique d'Israël par l'antisémitisme, comme chez les antisémites adeptes du « complot juif », la géopolitique, les initiatives diplomatiques, les intérêts des États et des entreprises ne semblent plus exister dès lors qu'il s'agit d'Israël. Le fait que l'Allemagne a défendu les négociations entre Israël et l'OLP qui ont débouché sur les accords d'Oslo est ainsi présenté par Grigat comme une réalisation de la prédiction de l'alliance entre une Allemagne encore nazifiée et le monde arabe antisémite... Vingt-cinq ans après la signature, nous ne percevons pas la potentialité antisémite et génocidaire contenue dans les accords d'Oslo, mais constatons la mise en place d'une Autorité palestinienne dont la police travaille main dans la main avec l'armée israélienne pour gérer les territoires palestiniens et réprimer les contestations

en Cisjordanie.

Tout en se revendiquant du marxisme et de la théorie critique, Grigat ne fait qu'essentialiser des nations et expliquer des décisions politiques par l'idéologie. Il en est de même à propos de ce qui est décrit par Grigat comme l'alliance « du gouvernement vénézuélien de Hugo Chavez avec le fascisme clérical islamiste en Iran », qui relève avant tout de la *realpolitik* et d'accords commerciaux et stratégiques entre deux États exportateurs de pétrole. Pareillement, quand le gouvernement israélien annexe Jérusalem, colonise la Cisjordanie ou met Gaza sous blocus, il n'applique pas les principes d'un sionisme qui existerait dans le ciel des idées mais agit dans une logique gouvernementale de gestion et d'intensification d'une occupation coloniale.

Les Palestiniens ne sont ainsi pas présentés par Grigat comme en lutte contre une occupation coloniale dans un contexte particulier. De manière totalement idéologique, leur lutte se voit uniquement associée au nationalisme arabe de type nassérien. Si cette équivalence supposément évidente s'explique aussi par les discours des partisans du nationalisme arabe, et si elle a parfois une réalité (le FPLP étant par exemple issu du Mouvement Nationaliste Arabe, créé en Palestine en soutien à Nasser), elle mérite cependant d'être questionnée. Rappelons par exemple que si le régime de Nasser a, lorsque Gaza était sous son contrôle, construit une résidence du gouverneur en 1957 qui a hébergé le premier Conseil législatif palestinien, l'intention égyptienne n'était pas de soutenir l'indépendance des Palestiniens mais de déléguer la gestion du travail, de la santé et de l'éducation dans la bande de Gaza à des administrations locales. En atteste le fait que parmi les quarante membres du conseil, dix étaient élus, dix nommés par le gouverneur et vingt étaient des hauts fonctionnaires employés par l'Égypte. Et si c'est dans ces bâtiments que l'idée de libérer la Palestine fut ensuite mise en avant, et que fut créé le « gouvernement de toute la Palestine » par des leaders palestiniens favorables au pouvoir égyptien, dans le but d'empêcher politiquement le partage de la Palestine entre Israël et la Jordanie, ce « gouvernement » fut finalement dissous en 1959 par Nasser qui le trouvait trop indépendant, et Gaza placé sous loi martiale. Dans ce contexte, amalgamer la lutte contre la politique coloniale israélienne et celle des États cherchant à asseoir leur légitimité et leur influence sur le dos des Palestiniens semble aussi subtile que de proclamer qu'un ouvrier gréviste encarté au PCF ou à la CGT dans les années 1960 était un soldat de Moscou.

Les conséquences d'un tel manque d'analyse politique et historique sont aussi absurdes et perverses que les soutiens de certains « marxistes » à des capitalismes d'État et à des dictatures « non alignées » au nom de la tactique ou de la perception d'un régime en fonction de ce qu'il dit de lui même. Et ces contorsions théoriques sont d'autant plus fascinantes qu'elles fonctionnent en miroir. D'un côté, une certaine gauche anti-impérialiste héritière du stalinisme, du tiers-mondisme ou d'un trotskisme décomposé soutient des dictatures issues de la décolonisation au nom d'une approche gradualiste de la révolution et de la résistance à la puissance impérialiste principale. Et de l'autre côté, face à elle, les fractions de la gauche allemande s'inspirant des positions

exposées par Grigat considèrent que les conditions présentes ne sont pas favorables à une praxis révolutionnaire et choisissent par conséquent de soutenir Israël qui, en plus de sa supposée fonction de *safe space* géant pour la population juive, devient l'incarnation d'un statu quo démocrate-bourgeois, d'un « mieux que rien » qu'il conviendrait de défendre face au danger d'un dépassement négatif du capitalisme dans la « barbarie ». Anti-impérialistes campistes comme « marxistes » pro-israéliens s'inspirant, on peut par ailleurs se demander si ces « marxistes » opposés en apparence se sont demandés si les États en question ont réellement besoin de leurs analyses et de leur soutien pour mener leurs affaires. Dans les deux cas, ces engeances « marxistes » se prétendent pragmatiques et réalistes pour in fine défendre des positions passablement réactionnaires. Vertige de la dialectique.

En essentialisant Israël, présenté comme un rempart contre l'antisémitisme et la résurgence d'un potentiel projet génocidaire qui s'incarnerait dans le nationalisme arabe, Grigat affecte de s'inscrire dans la continuité du geste théorico-politique post-Auschwitz de l'École de Francfort. Ainsi, pour Adorno et Horkheimer de l'après-guerre, le maintien des conditions de possibilité de l'émancipation implique de toute faire pour qu'Auschwitz ne se reproduise plus en oeuvrant notamment pour la défense de la démocratie libérale et les acquis civilisationnels de la société bourgeoise contre toute résurgence fasciste. Pour Grigat, le soutien à Israël dériverait de l'impératif suivant : « Lorsque la pratique qui vise à l'émancipation universelle est bloquée, se pose la question de savoir ce qui reste encore à sauver. La défense a minima des rudiments de la liberté bourgeoise, malgré ses limites qu'il faut de toute évidence continuer à pointer, est une position tout à fait adéquate ». A rebours d'un certain volontarisme d'extrême-gauche, la Théorie critique développée dans l'entre-deux puis après-guerre souhaite en effet penser la catastrophe, en constatant que la vague révolutionnaire ouverte par 1917 a échoué et que la classe ouvrière, sensée ne pas avoir de patrie, s'est laissée intégrer et neutraliser par le capitalisme administré et le fascisme. Grigat fait cependant comme si la prise en compte de la rupture qu'a constitué Auschwitz impliquerait de cesser de s'intéresser aux forces sociales présentes dans une conjoncture et une formation sociale donnée en considérant les États plus que comme des représentants d'une idéologie ou d'un peuple essentialisé.

L'essentialisation d'Israël, rempart supposé contre l'antisémitisme, et de l'opposition au sionisme, nouveau vecteur supposé de l'antisémitisme, autorise en outre les défenseurs d'Israël en tant que démocratie menacée par l'islamisme et l'antisémitisme d'éluder totalement dans leurs écrits le rapport colonial entre Israël et les Palestiniens. Cela permet ainsi de comparer abstraitement le sionisme en tant qu'idéologie d'un côté et les projets et pratiques de mouvements autoritaires ou islamistes dans le monde arabe, et plus particulièrement en Palestine, de l'autre. Si Israël a, certes, les attributs d'une démocratie libérale (malgré un refus de l'égalité entre ses citoyens et les attaques croissantes contre les libertés de manifestation et d'expression, contre les ONG et les députés palestiniens d'Israël), ces droits

démocratiques ne se sont jamais appliqués aux Palestiniens vivant dans les territoires occupés, placés de fait sous souveraineté israélienne. Lorsqu'Israël envahit Gaza, il s'agit d'un acte de répression et de contrôle dans un contexte colonial et non d'une confrontation entre les masses arabes islamistes et la démocratie libérale comme tente de nous faire croire Grigat. Il n'y a pas, en Israël/Palestine, deux projets concurrents, une démocratie libérale d'un côté et un État semi-féodal avec des organisations islamistes de l'autre, mais une situation coloniale, donnant des droits et permettant l'accès au ressources aux uns et non aux autres. Et il semble difficile de nier que cette situation a favorisé l'émergence de mouvements islamistes palestiniens, qui sont à la fois, et en même temps, des mouvements de résistance à une colonisation et une occupation, et des mouvements porteurs d'un projet de société réactionnaire.

En décrivant Israël comme l'incarnation de la démocratie libérale occidentale au milieu d'un Moyen-orient réactionnaire, l'argumentaire de Grigat reproduit finalement la mécanique projective sous-tendant l'argumentaire pour le coup réellement antisémite qui appréhende Israël non pas comme État colonial et raciste occupant une place particulière dans le système impérialiste mondial, mais comme l'incarnation même de l'Empire, soit « l'Occident libéral », et le responsable de tous les maux du monde. La mécanique projective est ici seulement chargée positivement, Israël devenant l'incarnation de la liberté bourgeoise et le rempart face à la barbarie.

Enfin, notons que pour établir une continuité entre l'École de Francfort et la solidarisation avec l'État d'Israël, la Théorie critique est abordée comme un tout, que les divergences sont aplanies, les contextes oubliés et les évolutions intellectuelles et politiques des différents auteurs non prises en compte. Ainsi, Grigat ne semble pas vouloir opérer de différence entre le jeune Horkheimer, marxiste révolutionnaire, et le vieux, aigri et devenu libéral voire conservateur. Par ailleurs, quand Grigat décrit Adorno « horrifié par les hurlements des étudiants gauchistes allemands et nationalistes arabes en direction de l'ambassadeur israélien », qui le pousserait à mentionner dans une lettre de 1969³ le danger d'un basculement du mouvement étudiant vers le fascisme, il n'est pas mentionné qu'il s'agit d'un Adorno qui, au soir de sa vie, affirme aussi dans un entretien au *Spiegel* son mépris bien plus général pour l'extrême-gauche étudiante et revendique son refus de la pratique au profit de l'activité théorique⁴. Et quand Marcuse est cité pour son refus de condamner le sionisme en soi, rien n'est mentionné de sa reconnaissance de la Nakbah, de sa défense du droit au retour des réfugiés Palestiniens, ni de sa dénonciation de la colonisation, de l'occupation, de la séparation et des inégalités entre Israéliens et Palestiniens⁵.

S'intéresser à la pensée de la catastrophe développée par l'École de Francfort

3 Adorno Theodor W. in Kraushaar Wolfgang, *Frankfurter Schule und Studentenbewegung. Von der Flaschenpost zum Molotowcocktail*, 1998, p. 652.

4 Adorno Theodor W., « N'ayons pas peur de la tour d'ivoire », *solitudesintangibles.fr*, 2018, <http://solitudesintangibles.fr/nayons-pas-peur-de-la-tour-divoire-theodor-w-adorno/>

5 Marcuse Herbert, « Marcuse, Israël et les juifs », *Le Monde Diplomatique.fr*, 2004, <https://www.monde-diplomatique.fr/2004/03/MARCUSE/11079>

n'est évidemment pas inintéressant dans une époque comme la nôtre. Cependant, décontextualiser, tordre les positions des auteurs, et en tirer comme conclusion une continuité absolue entre celle-ci et la défense d'Israël telle que le fait Grigat et ceux qui partagent ses analyses, relève de la propagande et de l'anhistorisme les plus caricaturaux.

Bibliographie

Adorno Theodor W. in Kraushaar Wolfgang, *Frankfurter Schule und Studentenbewegung. Von der Flaschenpost zum Molotowcocktail*, 1998, p. 652.

Adorno Theodor W., « N'ayons pas peur de la tour d'ivoire », *solitudesintangibles.fr*, 2018, <http://solitudesintangibles.fr/nayons-pas-peur-de-la-tour-divoire-theodor-w-adorno/>

Fatah, « La révolution palestinienne et les juifs », *etoilerouge.chez-alice.fr*, <http://etoilerouge.chez-alice.fr/palestine/revpalest2.html>

Marcuse Herbert, « Marcuse, Israël et les juifs », *Le Monde Diplomatique.fr*, 2004, <https://www.monde-diplomatique.fr/2004/03/MARCUSE/11079>

Grigat Stephan, « Société libérée et Israël. Du rapport entre Théorie critique et sionisme », *solitudesintangibles.fr*, <http://solitudesintangibles.fr/societe-liberee-et-israel-du-rapport-entre-theorie-critique-et-sionisme-stephan-grigat/>